

Face à la Chine, les limites de la solidarité occidentale

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 09 juillet 2010

La rhétorique atlantiste, ressassée par les États-Unis et par tous ceux qui, en Europe, sont partisans d'une alliance étroite avec eux est bien connue : Nous, les Occidentaux, qui partageons les mêmes valeurs fondamentales : liberté, démocratie, économie de marché, société ouverte, devons nous serrer les coudes, réagir comme un seul homme face aux périls qui nous menacent de toute part. Ce péril allégué, ce fut longtemps le communisme. C'est aujourd'hui le terrorisme, appuyé sur le fondamentalisme islamique.

C'est au nom de cet impératif de solidarité – dont curieusement la Russie, qui pourtant n'est plus communiste depuis vingt ans, est exclue – que la France a réintégré l'OTAN et que ses forces armées sont engagées en Afghanistan.

Cette rhétorique fonctionne en effet à plein dans la question afghane, dont l'enjeu n'est pourtant, au nom de considérations géopolitiques douteuses, que d'empêcher des tribus arriérées de vivre à leur guise au fond de vallées perdues. Car qui croit encore au moindre lien entre l'Afghanistan et le terrorisme ?

L'affaire des TGV

Mais curieusement, le dernier G20 en a donné l'illustration, ce bloc occidental ne fonctionne pas sur une question où pourtant les États-Unis et l'Europe occidentale partagent des intérêts autrement plus essentiels : la survie de leur industrie dans un univers mondialisé où la Chine, en sous-évaluant le yuan, triche effrontément et détruit peu à peu, par ses exportations et par les délocalisations, la substance de l'économie tant américaine qu'européenne.

L'affaire des TGV, où les Chinois, après avoir digéré nos techniques, d'acheteurs sont devenus concurrents, est significative. Demain, viendra le tour de l'aéronautique, puis de l'automobile et des machines outils. Imprudemment, les États-Unis avaient, en 2001, permis l'entrée de la Chine à l'OMC. Aucune règle monétaire ne doublant, dans cette enceinte, les règles commerciales, les moyens de pression à l'égard de la Chine – le plus évident étant des droits aux importations proportionnés la sous-évaluation estimée du yuan — sont difficiles à appliquer.

Il fait pourtant peu de doutes qu'une pression conjointe du bloc atlantique, qui comprend les deux premiers importateurs du monde, aboutirait à des résultats. Mais tout se passe comme si les Occidentaux étaient intimidés par la Chine, qui a affirmé haut et fort avant le sommet de Toronto que le taux de change de sa monnaie ne regardait qu'elle. Ce qui, quant au fond, est évidemment faux.

Chiffes molles

Le président Obama, a certes tenté, timidement, de mettre la question du taux de change du yuan sur le tapis. Mais on n'a entendu aucun Européen venir à son secours. Or n'est-ce pas là, bien plutôt que dans les vallées de l'Hindou Koush, que la solidarité devrait jouer ?

Il se peut que les Américains paient ainsi le prix de leur politique constante depuis trente-cinq ans, avouée par Brzezinski, laquelle vise, au motif de les contrôler, à annihiler la volonté des Européens de l'Ouest, de les transformer, n'hésitons pas à le dire, en chiffres molles. On ne s'appuie que sur ce qui résiste. L'Europe occidentale qui a déjà les budgets militaires les plus faibles du monde – alors que le reste de la planète les augmente —, va sans doute les réduire encore par sa passion nouvelle de la rigueur.

Certes, il faut toujours espérer que les armes ne serviront pas, mais les posséder donne l'assurance de parler haut et fort, ce que les Européens ne sont plus capables de faire, en particulier face à la Chine. Anesthésiés par l'idéologie mondialiste, cessant d'avoir une volonté propre, n'étant plus de vrais acteurs de la politique internationale, on peut se demander s'ils sont encore un allié sérieux pour qui que ce soit.
